

Communiqué de presse

Institut FREE Afrik

**Faire face à la pandémie du
COVID-19 dans un contexte de
crises multiples au Burkina
Faso**

21 mars 2020

Institut

FREE Afrik

Economics for Freedom

L'économie au service de la liberté

**Communiqué extrait de la note de
veille et de prospective
stratégiques n°-03-21-2020 du 21
mars 2020**

Vous pouvez lire la note complète à l'adresse : <http://free-afrik.org/wp-content/uploads/2020/03/Note-Veille-Strat%C3%A9gique-03-22-03-Covid-19-BF-FREE-Afrik.pdf>

Veille et prospective stratégiques de l'Institut FREE Afrik

Face à l'urgence de la pandémie du coronavirus, l'Institut FREE Afrik a suspendu ses activités et mis en place un programme de veille et de prospective stratégiques qui s'appuie sur des chercheurs et experts de son réseau national et international.

Contacts : contact@free-afrik.org / freeafrik.secretariat@gmail.com / free.afrik@gmail.com

Tél. : +226 66 99 40 15 / +226 25 37 64 86

Communiqué de presse, 21 mars 2020

Le Burkina Faso affronte la pandémie du coronavirus dans des conditions singulièrement difficiles : défi terroriste ; exactions et massacres de masse de populations civiles ; crise humanitaire touchant plus deux millions de personnes dont plus de 700 000 déplacés et nombreux conflits sociaux dans les administrations publiques. La situation requiert une efficacité d'exception de l'exécutif gouvernemental et des démembrements de l'Etat, et des réponses collectives responsables.

Le chef de l'État, Roch Kaboré, dans son discours à la Nation prononcé le 20 mars 2020, a annoncé d'importantes mesures contre le COVID-19. Elles étaient très attendues. Elles doivent toutefois être renforcées à plusieurs niveaux et ouvrir la voie à une série d'autres actions tout aussi urgentes. Les points ci-après constituent des paramètres critiques à considérer :

- La mesure d'interdiction des regroupements de plus 50 personnes est trop large. Ce chiffre gagnerait à être reconsidéré selon les contextes (marchés, restaurants, entreprises, transports, etc.) et assorti des mesures de précaution et d'hygiène indispensables.
- **Une large campagne de communication donnant des informations claires, précises, complètes et pédagogiques sur les gestes barrières, dans tous les médias, dans les principales langues, constitue l'une des plus grandes urgences.**
- Au plan économique, l'urgence est d'assurer la continuité de l'approvisionnement du pays et de l'activité économique indispensable.
 - o Des mesures vigoureuses doivent être prises pour assurer les circuits d'approvisionnements du pays et **atténuer la pression sur les prix.**
 - o Des pratiques inacceptables dans plusieurs commerces appellent des sanctions urgentes pour stopper les dérives sur les prix de certains produits.
 - o Des mesures urgentes doivent être mises en œuvre pour assurer la continuité de l'activité économique avec une priorité accordée aux segments stratégiques.
- La relégation de plusieurs décisions à des « autorités compétentes », non explicitement précisées, ne garantit pas la cohérence globale, la célérité et la rigueur requises.
- Des décisions de confinement de zones et de localités foyers de la pandémie doivent être examinées et mises en œuvre pendant qu'il en est encore temps. Les moyens de tests ciblés et les autres moyens requis doivent être mobilisés.

La continuité de l'action de l'État est un impératif que nous réaffirmons :

- Il est attendu des autorités qu'elles mobilisent l'ensemble des énergies et des ressources du pays. En conséquence, il est vivement attendu :
 - o **le retrait immédiat de la réforme relative à l'application de l'IUTS.**
 - o la suspension des activités de pré-campagne électorale et de l'agitation politique afin de réduire les risques de contamination

- des plateformes de mobilisation de l'intelligence collective,
- Une attention doit être accordée aux *infox*, qui peuvent aggraver la situation.
- Une veille stratégique et prospective doit être organisée et arrimée à une stratégie exceptionnelle de mobilisation des réseaux d'information des populations (medias et notamment radios, y compris en langues nationales ; réseaux religieux et coutumiers ; municipalités à connecter 24h sur 24 à un dispositif gouvernemental adapté)

En somme, le COVID-19 et l'ensemble des crises qui assaillent notre pays nous lancent un défi : celui de la solidarité nationale ; de l'intelligence collective et de la responsabilité à tous les niveaux.